

Stop aux bombardements des civils : interpellation des parlementaires

Genève, 27 septembre 2019. Près de 100 États et ONG se réuniront à une Conférence à Vienne les 1er et 2 octobre pour trouver une solution politique aux dommages causés par les bombardements dans les zones peuplées : les civils représentent 90 % des victimes dans les villes. Cette conférence est une occasion unique pour exiger des États une déclaration politique pour protéger les civils dans les zones de guerre et fournir une assistance aux victimes.

Afin de s'assurer que les gouvernements s'engageront dans cette cause, Handicap International (HI) lance le 1er octobre une campagne nationale d'interpellation des parlementaires par la population. Forte de sa tradition humanitaire, la Suisse se doit de jouer un rôle de leader et de s'engager pro-activement dans ce processus politique et faire avancer l'élaboration d'une déclaration politique internationale.

Un processus politique historique

La conférence de Vienne a pour but de trouver une solution politique aux dommages causés aux civils par les bombardements et les pilonnages dans les guerres urbaines. Cette conférence internationale est cruciale pour trouver des solutions aux conséquences humanitaires dévastatrices de ces pratiques. Cette reconnaissance par les États de l'urgence d'agir est un premier succès pour la société civile ! HI - co-fondateur du Réseau international des armes explosives ([INEW](#)) – y travaille depuis plus de 5 ans.

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, et le Président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Peter Maurer, ont lancé la semaine dernière un appel soulignant l'impact dévastateur des armes explosives sur la vie des civils. Ils ont affirmé leur ferme soutien à une déclaration politique visant à mettre fin aux dommages causés par leur utilisation. Cette déclaration appelle les États à s'engager à trouver des solutions politiques à ce problème humanitaire majeur.

À la suite de la Conférence de Vienne, les négociations aboutiront à un projet de déclaration politique visant à mettre fin aux dommages causés par l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées. Cette phase diplomatique devrait s'achever avec une Conférence à Dublin prévue début 2020, lorsque la déclaration politique sera ouverte à l'adoption par les États.

Interpellation des parlementaires nationaux

HI appelle les habitants de 7 pays (Allemagne, Belgique, Canada, France, Luxembourg, Suisse, Royaume-Uni) à mobiliser les parlementaires de leur pays pour s'assurer que les gouvernements s'engageront pour cette cause.

Les habitants suisses sont invités à écrire aux parlementaires de leur choix à travers [une page web dédiée](#) pour demander au gouvernement suisse de s'engager pleinement et pro-activement dans le processus politique en cours et de se positionner plus clairement et fermement contre le bombardement des civils dans les zones habitées.

La Suisse est un membre d'un groupe de 12 Etats qui travaille depuis quelques années à l'élaboration d'une déclaration visant à mettre fin à l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. Forte de sa tradition humanitaire et dépositaire des Conventions de Genève, le gouvernement doit jouer un rôle de leader dans ce groupe pour faire avancer l'élaboration de la déclaration politique internationale.

Les conséquences dévastatrices des bombardements en zones peuplées

Les conflits armés se déroulent de plus en plus dans les zones peuplées, principalement dans les villes. L'impact de l'utilisation d'armes explosives est dévastateur pour les civils : selon Action On Armed Violence (AOAV), 20'384 civils ont été tués ou blessés par des armes explosives en 2018. Lorsque les armes explosives sont utilisées en zones peuplées, 90% des victimes sont des civils. Ces derniers représentaient 50 % des victimes pendant la Seconde Guerre mondiale, 15 % pendant la Première Guerre mondiale. Cette tendance des conflits modernes est inacceptable.

Au-delà des morts et des blessés immédiats, l'utilisation des armes explosives dans les zones peuplées entraîne la destruction de maisons et d'infrastructures essentielles comme les hôpitaux, les écoles, les systèmes d'approvisionnement en eau et en électricité, laisse une contamination massive par des munitions non explosées et est un des principaux moteurs des déplacements de population à l'intérieur et au-delà des frontières.

« La machine de guerre a infligé d'énormes souffrances en Ukraine, en Irak, en Syrie, au Yémen, etc., bombardant des quartiers entiers et détruisant des infrastructures civiles vitales comme les hôpitaux et les écoles.... Des villes comme Mossoul (Irak), Raqqa (Syrie)... sont fortement contaminées par des restes explosifs ; la vie ne reprendra qu'après des années d'opérations complexes de déminage. Les Etats doivent mettre fin à ce scénario systématique dans les guerres récentes. Nous avons besoin de tout le soutien de la population pour faire en sorte que les États s'engagent à signer une déclaration politique forte au début de l'année prochaine », ajoute Anne Héry, directrice du Plaidoyer chez HI.

A propos de Handicap International

Handicap International (HI) est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 35 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Ouvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans près de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. En janvier 2018, le réseau mondial Handicap International devient Humanité & Inclusion. Il comprend des associations nationales qui s'appellent «Handicap International» dans les pays d'Europe continentale (France, Allemagne, Suisse, Belgique et Luxembourg) et «Humanité & Inclusion» au Canada, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

HI est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Elle agit et témoigne partout où «vivre debout» ne va pas de soi.

A Genève, Broken Chair symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de HI et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.